

La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1289** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net

Récépissé n° MIN/CM/LMO/053/2015

Dossier Est de la RDC

(Page 12)

Washington caresse la distraction

Baliseurs à Kindu et Kongolo

**La RVF en
quête de 743
000 USD pour
achever les
travaux de
construction**

(P. 5)

Mai-Ndombe

**Le Roi
Kiamfu cité
comme insti-
gateur du
conflit " Teke
- Yaka**

(P. 6)



Session ordinaire de l'AN

(Page 12)

**Christophe Mboso : Paul
Kagame, l'axe du mal !**

Enjeux politiques

**Après le Nord-Kivu,
Vital Kamerhe au
Sud-Kivu**

(Page 2)

**Nyota
TV**

**Retrouvez-nous
sur 348
Canal+!**

Ligue des champions

**Mazembe
mobilise 35
corbeaux**

(Page 11)

OHADA

La RDC lorgne la tête de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement



La République démocratique du Congo pourra, d'ici le début de l'année 2023, prendre les commandes de la Conférence des Chefs d'États et des Gouvernements de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA).

C'est le premier ministre, Jean-Michel SamaLukonde, qui l'a annoncé ce jeudi 15 septembre 2022 dans son allocution à l'occasion de l'ouverture du Colloque international sur les « 10 ans de l'OHADA en République démocratique du Congo », organisé par le Barreau de

Kinshasa/Gombe, en collaboration avec la Commission Nationale OHADA.

« C'est ici pour moi l'occasion d'annoncer à la communauté tant scientifique que politique, que la République démocratique du Congo pourra, au début de l'année 2023, être à la tête de la Conférence des Chefs d'États et des Gouvernements de l'OHADA », a annoncé le premier ministre.

A cet effet, Jean-Michel SamaLukonde a souligné que le Gouvernement aura besoin de l'expertise des participants à ce colloque qui va se clôturer ce vendredi.

« Pour y parvenir, notre Gouvernement aura besoin de vos études ainsi que de vos recherches issues de ces assises. Je souhaite donc plein succès à ces assises », a indiqué Jean-Michel SamaLukonde, qui a représenté le chef de l'État Félix Tshisekedi.

Il sied de signaler par ailleurs que pour réaliser ses objectifs, l'OHADA s'est dotée d'un système institutionnel structuré autour de 5 organes :

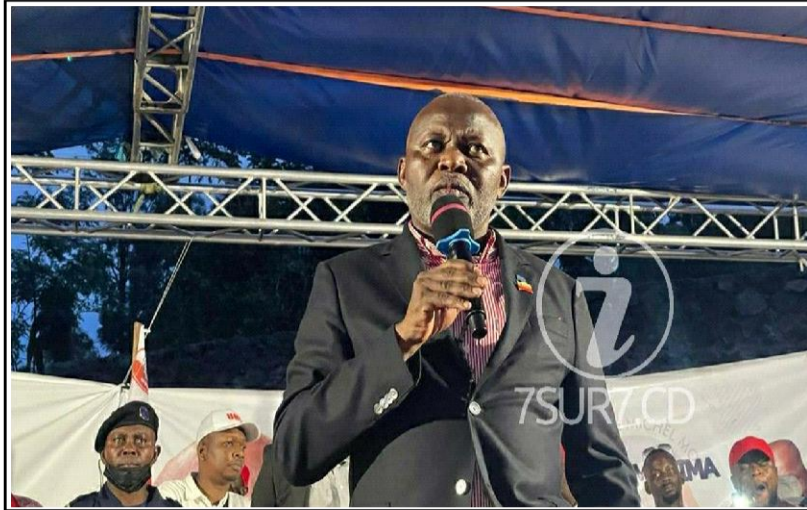
- La Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement ;
- Le Conseil des ministres ;
- Le Secrétariat permanent ;
- La Cour commune de Justice et d'Arbitrage de l'OHADA (CCJA) ;
- L'École Régionale Supérieure de la Magistrature (ERSUMA).

En ce qui concerne la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'OHADA, c'est l'organe suprême qui se réunit en cas de besoin pour donner les impulsions et orientations générales nécessaires au processus d'harmonisation du droit des affaires en Afrique.

Jephté Kitsita

Enjeux politiques

Après le Nord-Kivu, Vital Kamerhe au Sud-Kivu



Après un séjour de 3 jours au Nord-Kivu dans sa tournée dite de paix, le président du parti politique Union pour la nation Congolaise (UNC), Vital Kamerhe, est arrivé au Sud-Kivu ce jeudi 15 septembre 2022.

Il a été accueilli au port de Kaliba à Katana par des milliers de militants de son parti ainsi que ceux d'autres formations politiques de l'Union sacrée de la Nation.

L'ancien directeur de cabinet du président Félix Tshisekedi vient poursuivre au Sud-Kivu, sa tournée dite de paix dans l'Est de la Ré-

publique démocratique du Congo.

Son programme prévoit ce jeudi des adresses à la population notamment à Katana Centre, à Kavumu, Miti, Mudaka, Kalengera et à la place de l'indépendance à Bukavu.

Il sied de rappeler que Kamerhe a signé sa rentrée politique le 22 août dernier après deux ans de prison. Il a été acquitté après sa condamnation pour présumé détournement des fonds alloués au programme de 100 jours du chef de l'État.

Déogratias Cubaka, à Bukavu

Mines

Les investisseurs chinois appelés au respect de l'environnement

L'émissaire de la Maison Blanche à Kinshasa, Amos Hochstein a invité, mardi 13 septembre, les investisseurs miniers chinois à la protection de l'environnement.

Il a lancé cette invitation au cours d'une conférence de presse tenue à Kinshasa.

Ce diplomate américain est également revenu sur les opérateurs miniers chinois qui font fi de la législation congolaise en matière des mines :

« Que ces entreprises [NDLR : chinoises] recrutent les employés nationaux autant qu'ils peuvent. Que ces entreprises respectent l'environnement et l'écosystème autour de leurs sites miniers. Si elles ne respectent pas ces conditions, elles doivent payer le prix ».

Devant la presse, Amos Hochstein a indiqué que sa visite s'inscrit dans le cadre de renforcement des relations entre Kinshasa et Washington dans le secteur des mines.

« L'objet de notre visite est essentiellement dans le développement de secteur des Mines », a-t-il déclaré.

Le diplomate américain a fait savoir son pays joue un rôle prépondérant dans la conservation des forêts du Bassin du Congo.

La visite d'Amos Hochstein à Kinshasa intervient un mois après celle du secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken.

Finances

Le secrétaire général désavoué par l'intersyndicale

Les syndicalistes de l'intersyndicale des finances et budget ont pris d'assaut le bâtiment administratif de la Fonction Publique le mercredi 14 septembre 2022, pour manifester leur mécontentement contre le secrétaire général aux finances après la médiatisation de sa lettre d'observation relative à l'exécution de l'arrêté portant désignation à titre intérimaire aux emplois de commandement, d'encadrement et de coordination.

Ces syndicalistes accusent le secrétaire général aux finances d'avoir transmis au ministre Lihau, les observations erronées. Ils affirment que les données transmises à Jean-Pierre Lihau, dans le cadre de la désignation à titre intérimaire au poste de commandement au ministère des finances, concernent effectivement les agents du ministère de finances.

« S'étant signalés sur les lieux du sit-in par des cris et des slogans, lesdits syndicalistes, usant de lance-voix et nantis d'un mémo en plusieurs pages, ont exprimé à très haut volume leur raz-le-bol contre des agissements devenus système de monsier le Secrétaire Général aux Finances. Ils l'accusent, en fait, d'avoir communiqué au patron des ressources humaines de l'Administration publique des informations et observations dénaturées et truffées de contre-vérités sur le décor global de la situation administrative des cadres et Agents du Ministère des Finances, particulièrement sur le chapitre de leur éligibilité à la titularisation ou à l'avancement en grade », lit-on dans une correspondance parvenue ce jeudi à 7SUR7.CD.

Devant le patron de l'administration publique, les manifestants ont déclaré qu'il est malhonnête de la part du Secrétaire Général de prétendre,



dans une correspondance officielle lui adressée, qu'il n'y a point de poste vacant au niveau des grades de commandement au ministère des Finances. En appui à cette assertion, ils ont rappelé une correspondance propre du secrétaire général référencée 03/006/SG/FIN/BBC/DRH/TR/2022 du 18 février 2022, aux termes de laquelle le secrétaire général annonçait devant la Commission chargée de la titularisation et promotion, l'existence de postes vacants au sein du ministère. Il s'agit de :

- 7 postes de Directeur ;
- 31 postes de Chefs de Division et ;
- 261 postes de Chefs de Bureau.

Selon les dires des syndicalistes qui ont manifesté, le secrétaire général bloquerait depuis près de 10 ans tout avancement en grade de tous ceux qui ne sont pas ses acolytes, lors même qu'ils auraient fait du surplace pendant des décennies. Entretiens, ils assistent impuissants à des promotions quelquefois vertigineuses des Agents acquis à la cause du Secrétaire dont certains ont bénéficié d'enjambement spectaculaires, du grade, par exemple, d'Attaché.

Entre autres, ils ont épinglé le cas d'une certaine Yvette

BARASHISWA, qui est passée d'Attachée d'Administration à Directeur. Autre cas, un certain SHANGALUME KIRIZA, ATA2, a été promu Chef de Bureau à la Direction d'Audit et Contrôle de Gestion, par une simple lettre du Secrétaire Général.

Et de poursuivre : « Aussi, pour mieux faire, a-t-il institué une nouvelle Commission qui doit vérifier, au cas par cas, la situation administrative des Agents, afin de procéder à des corrections, s'il échet. Le VPM a, en outre, réaffirmé sa volonté d'œuvrer efficacement pour l'avancement en garde au profit de tous les Agents éligibles et méritants, au prorata, bien entendu, des postes devant se libérer avec la mise en œuvre du processus de la mise à la retraite ».

De son côté, Jean-Pierre LIHAU a insisté sur le fait que toute promotion en grade devrait pouvoir s'opérer de manière tout à fait impartiale, non sélective et même parfois, par compétition, à l'issue d'un concours, afin de donner les mêmes chances à tous les fonctionnaires quels qu'ils soient.

Il a, en outre, invité les manifestants au calme en leur demandant de retourner chacun à son poste de travail, en attendant les conclusions du Rapport de la Commission de vérification mise sur pied.

Roberto Tshahe

La République
2, Avenue des Entreprises,
Immeuble Sema, Gare centrale,
Kinshasa-Gombe

Directeur de Publication

Jacques Famba

Chef de Rubrique

Béni Joel Dinganga

Collaborateurs

- Paul Eyenga
- Gaston Liyande

PAO

A. S. & Joël Makweni

Direction commerciale et financière

Dominique Lumumba
0815011886, 0997440728

Distribution

Bertin Sefu

Images

Dieudonné Kanyinda

Bulletin épidémiologique

Huit nouveaux cas de COVID-19 et 34 guérisons en RDC



Huit nouveaux cas confirmés de COVID-19 ont été répertoriés lundi, dans 4 provinces de la République démocratique du Congo (RDC), sur 1.048 échantillons testés à travers le pays, dont 5 cas dans le Haut-Katanga, un cas dans le Haut-Uélé, un au Kongo Central et un autre au Nord-Kivu, rapporte le bulletin quotidien du Secrétariat technique du Comité multisectoriel de riposte à la COVID-19 reçu mercredi à l'ACP.

Il y a eu 34 nouvelles personnes déclarées guéries dans les Centres de traitement de la COVID-19 (CTCo) et parmi les personnes suivies à domicile à Kinshasa. Aucun nouveau décès n'a été enregistré parmi les cas confirmés.

Depuis la déclaration de l'épidémie, le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 92.820 dont 92.818 cas confirmés au laboratoire et 2 cas probables. Au total, il y a eu jusqu'à ce jour 83.487 personnes guéries et 1.357 décès.

La source indique également que la

couverture vaccinale a atteint 7,05 % de la population cible estimée à 53,9 millions de personnes en RDC. Le test COVID-19 est gratuit en RDC, sauf pour les voyageurs non vaccinés qui devront déboursier 30 dollars américains, rappelle-t-on.

Toutes les vingt-six (26) provinces de la RDC sont touchées par cette épidémie de la manière suivante : Kinshasa (49.545 cas) ; Nord-Kivu (10.599 cas) ; Haut-Katanga (6.755 cas) ; Kongo Central (5.979 cas) ; Lualaba (5.674 cas) ; Sud-Kivu (3.973 cas) ; Haut-Uélé (1.626 cas) ; Tshopo (1.581 cas) ; Ituri (1.431 cas) ; Kasai Oriental (957 cas) ; Sud-Ubangi (898 cas) ; Equateur (610 cas) ; Kasai Central (553 cas) ; Kasai (484 cas) ; Maniema (354 cas) ; Lomami (341 cas) ; Nord-Ubangi (289 cas) ; Kwilu (220 cas) ; Mongala (207 cas) ; Tshuapa (154 cas) ; Mai-Ndombe (129 cas) ; Kwango (127 cas) ; Bas-Uélé (104 cas) ; Haut-Lomami (91 cas) ; Tanganyika (62 cas) ; Sankuru (58 cas).

ACP

La faible consommation d'eau favoriserait les calculs rénaux



La consommation d'eau en petite quantité favoriserait la survenue des calculs rénaux, a indiqué mercredi à Kinshasa le Dr Eric Zuela de l'hôpital « Roi Baudouin 1^{er} » dans la commune de Masina.

Les reins, a-t-il dit, sont des organes qui filtrent le sang et qui produisent de l'urine. Il a expliqué que le calcul rénal (ou lithiase rénale) est une pierre de taille variable (de quelques millimètres à plusieurs centimètres de diamètre) qui se forme à l'intérieur du rein, dans les voies urinaires, par la cristallisation de sels minéraux présents dans l'urine.

Les calculs rénaux sont le résultat de la cristallisation des sels minéraux et des acides présents en trop forte concentration dans l'urine, a-t-il ajouté. Ainsi, au-delà d'une certaine concentration, les sels commencent à se cristalliser. Les cristaux s'agglutinent pour former des pierres de diamètre variable qui passent dans l'uretère et migrent vers la vessie si leur taille est suffisamment petite. Mais s'ils sont trop gros, ils bloquent l'écoulement de l'urine et entraînent des douleurs violentes, a fait savoir ce médecin.

Parmi les facteurs de risques, il y a un manque de dilution des urines ou une consommation trop faible d'eau, une alimentation déséquilibrée (trop riche en sucre ou en protéines).

« Dans bien de cas, on ne retrouve toutefois pas de cause précise pouvant expliquer la formation des calculs », a affirmé le Dr Zuela.

Plus rarement, il peut s'agir d'une infection, de certains médicaments, d'une maladie génétique (comme la fibrose kystique ou l'hyperoxalurie) ou métabolique (comme le diabète). Les malformations des voies urinaires peuvent être la cause des calculs rénaux, surtout chez les enfants.

Par ailleurs, les personnes à risque sont les femmes dont l'âge varie entre 20 et 50 ans. Cette maladie touche plus particulièrement les hommes (deux fois plus que les femmes) dans la quarantaine.

Même si c'est rare, il peut arriver que des enfants développent un calcul rénal.

Les symptômes les plus courants de cette maladie sont les suivants: douleur intense qui irradie depuis le dos jusqu'à l'aîne en passant par le ventre, agitation, nausées, présence de sang dans les urines, urine trouble ou malodorante, sensation de brûlure en urinant, frissons, température élevée (fièvre) à 38°C ou plus, incontinence urinaire.

La prise en charge est entamée selon les résultats des analyses sanguines et autres examens médicaux.

Les médicaments ou les procédures d'élimination des calculs diffèrent selon leur composition et leur taille.

La prévention consiste à boire au moins 2 litres d'eau par jour, à réduire la consommation d'aliments riches en oxalates (épinards, betteraves, arachides, chocolat, thé, patates douces), du sucre raffiné, des viandes rouges et des charcuteries, du sel dans les recettes.

ACP

Pénurie de carburant

Le ministre des Hydrocarbures soumis à une question écrite

Pointant du doigt la responsabilité du gouvernement dans la pénurie de carburant que que connaît actuellement la RDC, un député national adresse une question écrite au ministre des Hydrocarbures, Didier Mudimbu.

Auguy Kalonji Kalonji, puisque c'est de lui qu'il s'agit, adresse au total 7 questions d'éclaircissements au ministre des Hydrocarbures. Ces questions sont les suivantes :

1. Pourriez-vous nous donner les facteurs contributifs de cette pénurie de carburant ?

2. Le gouvernement n'avait-il pas prévu une politique sectorielle pour prémunir le pays contre cette pénurie ? Sachant que la date de la rentrée scolaire était bien connue ;

3. Vous avez fait la promesse d'augmenter le stock journalier des stations services à 1300 m3, sachant que la RDC ne produit presque pas le pétrole raffiné sur le territoire national, comment allez-



vous y parvenir ?

4. Quel est l'état de lieu du paiement de pertes et manque à pertes des pétroliers ?

5. Comment avez-vous fait pour dépêcher les deux bateaux ? Alors que vous dit que le prochain approvisionnement était prévu pour le 15 septembre ?

6. Comment le gouvernement a-t-il géré cette période de crise pétrolière ? Et que compte-t-il faire en termes de stratégies, pour qu'on assiste plus à la réédition de cette crise dans l'avenir ?

7. A quand l'application de la vérité des prix pour mettre fin au régime de subvention ?

Reste que, durant cette session parlementaire qui s'ouvre ce jeudi 15 septembre, le bureau de l'Assemblée nationale puisse valider cette question écrite afin de permettre au ministre des Hydrocarbures d'éclairer la représentation nationale au sujet de cette crise de carburant qui secoue le pays depuis plus d'une semaine.

Orly-Darel Ngiambukulu

Kinshasa

Combien d'étrangers loge la capitale ?



La mairie de Kinshasa a annoncé ce mardi 13 septembre, une opération de contrôle des étrangers et des expatriés installés dans la capitale. Une décision du gouverneur de la ville Gentinyi Ngobila, qui veut savoir qui est qui et qui fait quoi.

Le but de cette opération, inciter tous les étrangers vivants dans la capitale à se mettre en règle en se faisant établir une carte de résident. Toute personne étrangère en âge d'être scolarisée est concernée par cette mesure du gouverneur Gentinyi Ngonbila, dont la date de début n'a pas encore été annoncée. Ce contrôle qui devait être régulier se fait ces dernières années de façon sporadique.

Tout expatrié, homme, femme et enfant à partir de 6 ans, doit avoir une résidence légale et des activités connues. Ceux qui ne seront pas en règle mais qui ont une profession stable devront payer une amende équivalente à 50% du montant de la valeur de la carte de résident. En revanche, ceux qui ne sont pas en règle et qui ne seront pas en mesure de justifier l'exercice d'une activité, risquent l'expulsion. Plusieurs étrangers, surtout des Africains et des ressortissants des pays d'Asie se sont installés irrégulièrement dans la ville de Kinshasa comme dans d'autres parties de la RDC. Leur nombre devrait être connu dans le cadre du recensement général de la population prévue en prélude des élections de 2023.

Il sied de signaler que le démarrage effectif de contrôle de la carte de résidence pour étrangers ce, après le lancement en juillet, par le gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentinyi Ngobila, de l'opé-

ration d'identification de tous les étrangers vivant dans la capitale congolaise et de délivrance de ladite carte.

En connivence avec la Direction Générale de Migration (DGM), l'autorité urbaine de Kinshasa indique cette opération concerne tous les étrangers ou expatriés adultes, étudiants, missionnaires et mineurs à partir de l'âge de six ans résidant à Kinshasa et s'effectue dans les entreprises employant les étrangers et les résidences privées ainsi que dans n'importe quels autres lieux tels que les restaurants, les cafés, les boîtes de nuit, etc..

A cet effet, tous les étrangers non encore en règle ont été invités à se présenter à la Commission Provinciale de Supervision de la délivrance de la carte de résidence pour étrangers dont le siège est situé au n° 76 de l'avenue de la Justice, Immeuble Hamadan, au 2^{ème} étage, Concession de l'Eglise du Christ au Congo (ECC) dans la Commune de la Gombe pour se conformer à la loi.

Par ailleurs, l'autorité urbaine prévient en outre, qu'est possible d'une amende équivalente à 50% du montant à acquitter en sus du principal, l'étranger qui n'aura pas obtenu sa carte de résidence dans le délai requis, et ce sans préjudices des sanctions prévues par la législation en matière de la Police des étrangers.

A noter que les membres du corps diplomatique et consulaire, les fonctionnaires internationaux, leurs conjoints, ainsi que leurs enfants mineurs non mariés vivant sous leurs toits ne sont pas concernés par ladite mesure.

LR

Les USA apportent leur soutien au processus de transparence du secteur minier congolais



Les États-Unis d'Amérique soutiennent les efforts du ministère des Mines de la République Démocratique du Congo (RDC) dans le processus visant à améliorer la transparence dans le secteur des mines, a fait savoir la délégation américaine conduite par le Coordonnateur spécial du Président américain en charge du partenariat mondial pour les infrastructures et les investissements, Amos Hochstein, lors d'une séance de travail effectuée lundi, avec le directeur de cabinet du ministre des Mines, Michel Kibonge, qui a représenté la ministre Antoinette N'Samba Kalambayi, a appris mercredi MINES.CD dudit ministère.

Selon la source, les questions relatives au code minier révisé ainsi que les efforts fournis par la ministre Antoinette N'Samba Kalambayi pour le respect des textes régissant son secteur et la transparence au sein des entreprises minières ont été évoqués au cours de cette séance de

travail.

Pour Amos Hochstein, cette rencontre constitue un cadre de renouveler la plus haute considération des USA envers la RDC. « Nous avons eu l'occasion de discuter avec le directeur de cabinet de la ministre des Mines et son équipe sur plusieurs questions, entre autres le respect environnemental, le respect de la responsabilité sociétale des entreprises minières. Les USA soutiennent le ministère des Mines de la RDC dans le processus visant à améliorer la transparence dans le secteur des mines », a fait savoir le coordonnateur spécial du Président américain en charge du partenariat mondial

Satisfait de cette rencontre, au nom de la délégation américaine, Amos Hochstein a remercié M. Michel Kibonge pour son attention et a promis de revenir dans les prochains jours pour peaufiner des discussions entamées.

Avec MINES.CD

Coopération RDC-USA

C.Mboso et Stéphanie Miley échangent sur le budget de 1 milliard \$ offert par Washington



Le président de l'Assemblée nationale Christophe Mboso N'kodia a échangé le mercredi 14 septembre 2022 avec la nouvelle chargée des affaires de l'ambassade des États-Unis Stéphanie Miley sur le budget de 1 milliard de dollars destiné au nouveau cycle de coopération entre la République Démocratique du Congo et les États-Unis.

D'après la dépêche de la cellule de communication de l'Assemblée nationale parvenue à 7SUR7.CD, ce budget est destiné aux financements de plusieurs projets dans le domaine de la santé, de l'humanité, de l'éducation et de la promotion de la bonne gouvernance.

Pour la nouvelle chargée des affaires à l'ambassade des USA, qui s'est exprimée à la fin de cette rencontre à côté du directeur de l'Agence amé-

ricaine pour le développement international John Dunlop, ce montant a été voté par les USA.

« Nous avons échangé avec le président de l'Assemblée Nationale sur un certain nombre des sujets en rapport avec le prochain cycle de programme de coopération entre nos deux pays avec le montant de 1 milliard de dollars voté par les USA pour aider le peuple congolais », indique la dépêche.

Signalons par ailleurs que, hormis les échanges autour du développement, les deux parties ont abordé les questions liées à la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC ainsi que d'autres autour des lois en débat au Sénat et à l'Assemblée nationale.

Christian Dimanyayi, stagiaire

Environnement

Des étudiants en formation sur l'utilisation des drones pour la conservation de la nature



Les étudiants de l'École régionale postuniversitaire d'aménagement et de gestion intégrés des forêts et territoires tropicaux (ÉRAIFT) sont en formation depuis mercredi 14 septembre sur l'utilisation des drones dans la collecte des informations dans le domaine de la conservation de la nature.

Selon le Pr Mathe, secrétaire général de l'ÉRAIFT, cette session de formation de dix jours, initiée en collaboration avec la Coopération Allemande au développement (GIZ), vise à renforcer les capacités de ces apprenants sur les dernières technologies de collecte des données par le biais des drones :

« C'est d'abord la gestion durable de l'espace, la gestion durable de l'espace demande une formation de capital humain. Une formation complète, totale, surtout en termes d'outils et là avec la GIZ, non seulement ils vont animer une formation sur des aspects théoriques, ils vont manipuler des drones. On aura des

drones pour des faits scientifiques. Comme l'ÉRAIFT est une école postuniversitaire régionale, l'ÉRAIFT arrose toute l'Afrique subsaharienne, y compris le Madagascar ».

A l'issue de cette formation, a-t-il assuré, seuls quarante lauréats seront retenus :

« Quand nous avons des bourses, on lance des appels d'offres internationaux pour des candidats intéressés, les candidats soumissionnent. Il y a un panel d'une dizaine de professeurs qui analysent les dossiers. Par exemple pour la promotion qui est en cours, on avait reçu 600 dossiers qui représentaient environ 22 pays et comme on a 40 bourses par promotion, sur les 600 on doit sélectionner pour ne retenir que 40. Et après, les 40, quand on a fait le compte, ils représentent 11 pays. On aurait voulu avoir des candidats des pays, mais comme on développe la culture de la méritocratie, l'excellence, on prend les meilleurs ».

Hydrocarbures

OCC, Sep Congo et Socir défendent le carburant déchargé à Muanda



Au cours d'une conférence de presse tenue le mercredi 14 septembre 2022, le ministre des Hydrocarbures, Didier Budimbu, le directeur général de l'office congolais de contrôle (OCC) et le responsable de la SEP Congo ainsi que celui de la SOCIR ont démenti les informations selon lesquelles la cargaison de 27.000 tonnes métriques à bord du pétrolier M/T STI Pontiac en mouillage à la bouée de Banana-Muanda depuis le 12 septembre 2022 serait de mauvaise qualité.

Pour Didier Budimbu, il s'agit d'une campagne faite par des individus qui cherchent à couper sa tête et salir le chef de l'État.

« Les gens qui font cette propagande, cherchent par tous les moyens à couper la tête de Budimbu, noyer le gouvernement Sama et salir le chef de l'État. Le produit sera régénéré tout simplement pour être conforme à nos normes. SOCIR va le faire », a-t-il déclaré.

Le ministre des Hydrocarbures a rappelé au cours de cette conférence que si ce secteur s'effondre, c'est tout le monde qui va souffrir. Il s'est aussi dit surpris que Congo Airways et CAA évoquent encore le problème de kérosène pour annuler leurs vols locaux.

« Le stock est là, c'est un mensonge. Nous avons suffisamment de kérosène et il n'y a pas lieu d'annuler les vols », a martelé Di-

dier Budimbu.

Par ailleurs, le DG de la SOCIR a estimé qu'il n'y a pas à s'inquiéter.

« Nous procédons à ce genre d'opération. Les produits qui sont en cours de chargement à Muanda, seront régénérés et mis sur le marché selon les normes congolaises. Toutes les dispositions sont déjà prises. Nous rassurons le gouvernement et la population que ce produit sera remis à la norme car nous procédons à ces genres d'opérations depuis 50 ans », a-t-il indiqué.

Le DG de l'OCC a, quant à lui, rassuré qu'il s'agit d'un contrôle qualité normal qui a été toujours mené dans le souci de protéger la population congolaise des produits qui ne répondent pas aux normes en vigueur au pays et s'est étonné qu'un document interne de l'entreprise puisse se retrouver sur les réseaux sociaux.

Une opinion partagée par le DG de la SEP Congo, qui a rappelé que chaque pays à ses normes et spécifications et que la « teneur en soufre exigée au Canada est supérieure à celle de la RDC mais ce n'est pas pour autant que le produit utilisé au Congo-Kinshasa est de mauvaise qualité par rapport à celui du Canada. Il a insisté sur le fait que chaque pays a ses normes.

Jephté Kitsita

Baliseurs à Kindu et Kongolo

La RVF en quête de 743 000 USD pour achever les travaux de construction



Pour achever les travaux de construction de deux baliseurs d'affluents de la Régie des Voies Fluviales (RVF) dans la ville de Kindu au Maniema et à Kongolo en province du Tanganyika, la somme de 743 000 dollars américains est nécessaire.

C'est ce que renseigne une note d'information signée par le Ministre des Transports, Voies de communication et de Désenclavement, Chérubin Okende.

Le coût global de ces travaux a été chiffré à 4 962 500 000 millions de dollars américains (USD).

Au 30 juin 2018, après l'expiration du délai, la Cellule d'évaluation du projet Multimodal (CEPTM) n'avait réceptionné que 84,88 % des travaux pour un décaissement de 4 212 70 000 USD.

D'après Chérubin Okende, faute de paiement par le Gouvernement congolais de la somme de 950 000 USD qui constitue les frais supplémentaires consentis pour la sécurisation du site et matériels, les assurances et les intérêts moratoires, l'entreprise JGH avait émis la volonté de ne pas continuer ces travaux.

Dans ce document, Chérubin Okende

estime qu'il est « impératif » d'achever la construction de ces bateaux, car cela « a suscité un grand espoir au sein de la population pour un balisage efficace de ces biefs fluviaux, car pareille action ne s'est pas réalisée dans ces contrées, il y a plus de trois décennies ».

Pour Chérubin Okende, ces travaux bénéficient de « l'approbation des populations bénéficiaires ». Il a renseigné qu'en perspective de la reprise des travaux de construction de ces deux bateaux, une Commission interministérielle (Primature, Budget et Transports) a été mise en place et a conduit une mission à Kongolo et à Kindu.

A l'issue de ladite mission, il a été établi que les baliseurs sont encore à quai, leurs travaux exécutés à 87,1% pour Kongolo et 90,77% pour Kindu.

Au retour de la mission, JGH (la société danoise qui exécutait ces travaux) a décidé de ne plus continuer les travaux d'achèvement.

A cet effet, il a dès lors été décidé, dit le Ministre Chérubin Okende, que la RVF et le consultant individuel recruté jadis dans le cadre du projet puissent terminer les travaux.

« L'achèvement de la construction de ces bateaux procède de l'effort de matérialiser votre vision pour l'édification d'un Etat prospère et solidaire. Sans nul doute, cette réalisation induira une adhésion massive des populations riveraines des provinces du Tanganyika et du Maniema à votre souci pour leur bien-être à travers le développement économique et social », a indiqué Chérubin Okende à l'endroit du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi.

Mitterrand Masamuna

Investissement

La sud-africaine MOBICEL premier occupant de la ZES pilote de Maluku

Le ministre national de l'Industrie, Julien PalukuKahongya, a échangé avec le directeur général de la société sud-africaine MOBICEL, Ridhwan Khan qui a manifesté son intérêt d'installer ses usines dans la Zone économique spéciale pilote de Maluku pour commencer la fabrication des smartphones, tablettes et ordinateurs made in Congo, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan directeur d'industrialisation en République démocratique du Congo (RDC). Selon la source, le fondateur et président directeur général de Mobicel, Ridhwan Khan entouré de ses techniciens, a annoncé la nouvelle au ministre de l'Industrie, Julien PalukuKahongya, au cours d'une enrichissante séance de travail.

Le directeur général de Mobicel a profité de cette séance de travail pour présenter au ministre de l'Industrie, les spécimens de téléphones produits par sa société en Afrique du Sud Ridhwan Khan a indiqué qu'un téléphone produit en RDC coûtera plus ou moins 10 dollars américains. Pour lui, le projet sera gagnant-gagnant et prévoit également la formation d'une main-d'œuvre locale qualifiée. Le ministre Paluku a encouragé l'homme d'affaires à accélérer le processus d'installation de ses usines en République démocratique du Congo car, dit-il, le pays compte 100 millions de consommateurs dont plus de 15 millions sont basés à Kinshasa. En plus, il bénéficiera, ajoute le numéro un de l'Industrie, des avantages fiscaux, parafiscaux et douaniers qu'offre une zone économique spéciale.

A l'occasion, le ministre Paluku a signifié à ses hôtes que le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, tient qu'on passe de la théorie aux actions concrètes dans le but de faire de la RDC, la véritable locomotive de développement de l'Afrique.

Le ministre de l'Industrie accompagné de ses techniciens se rendra sous peu en Afrique du Sud dans le cadre de l'éva-

luation des capacités techniques et financières de cette entreprise qui est déterminée de venir s'installer en Vers l'installation de la société Sud africaine MOBICEL dans la ZES pilote de Maluku

Selon la source, Le fondateur et président directeur général de Mobicel, Ridhwan Khan entouré de ses techniciens, a annoncé la Nouvelle, au ministre de l'Industrie, Julien PalukuKahongya, au cours d'une enrichissante séance de travail.

Le directeur général de Mobicel a profité de cette séance de travail pour présenter au ministre de l'Industrie, les spécimens de téléphones produits par sa société en Afrique du Sud.

Ridhwan Khan a indiqué qu'un téléphone produit en RDC coûtera plus ou moins 10 dollars américains. Pour lui, le projet sera gagnant-gagnant et prévoit également la formation d'une main-d'œuvre locale qualifiée.

Le ministre Paluku a encouragé l'homme d'affaires à accélérer le processus d'installation de ses usines en République démocratique du Congo car, dit-il, le pays compte 100 millions de consommateurs dont plus de 15 millions sont basés à Kinshasa. En plus, il bénéficiera, ajoute le numéro un de l'Industrie, des avantages fiscaux, parafiscaux et douaniers qu'offre une zone économique spéciale.

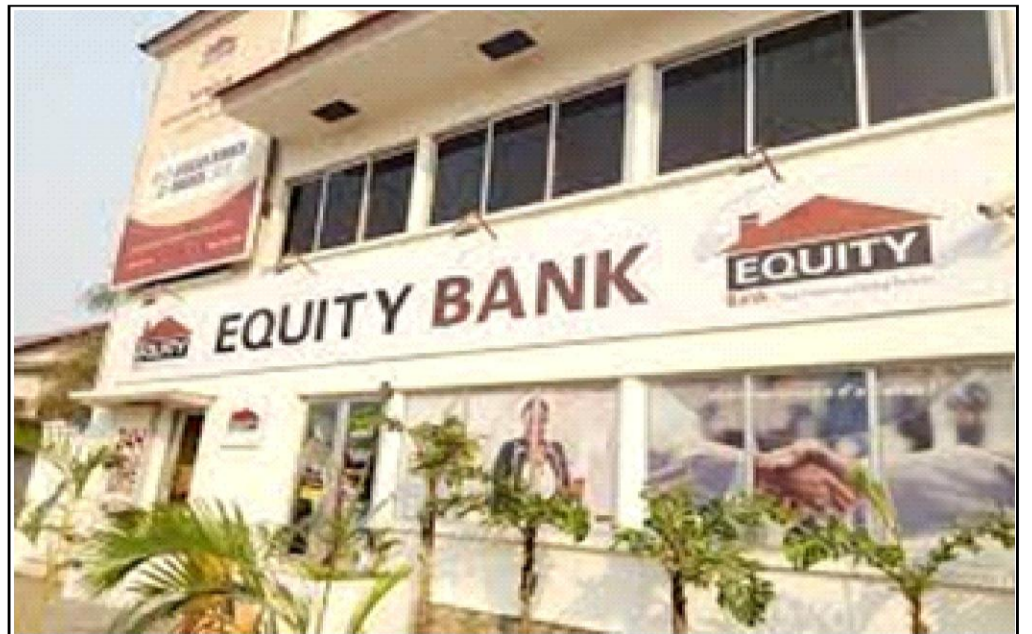
A l'occasion, le ministre Paluku a signifié à ses hôtes que le président de la République, Félix Tshisekedi, tient qu'on passe de la théorie aux actions concrètes dans le but de faire de la RDC, la véritable locomotive de développement de l'Afrique.

Le ministre de l'Industrie accompagné de ses techniciens se rendra sous peu en Afrique du Sud dans le cadre de l'évaluation des capacités techniques et financières de cette entreprise qui est déterminée de venir s'installer en République démocratique du Congo. ACP/Makanga, signale-t-on.

ACP

En RDC

Douze sur quinze banques en activité sont détenues par les étrangers



Le secteur bancaire en République Démocratique du Congo (RDC) est fortement dépendant des intérêts étrangers.

D'après un rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur la situation financière de la République Démocratique du Congo (RDC), douze banques sur quinze œuvrant dans le pays sont détenues par des personnes morales étrangères.

Le même document indique également que neuf (9) banques sont détenues par des groupes bancaires supervisés par les autorités prudentielles du pays d'origine, avec un degré de coopération avec la Banque Centrale du Congo (BCC)

variable.

La plupart des filiales en RDC sont intégrées dans les systèmes de leur groupe, notamment les systèmes informatiques et comptables. La trésorerie est le plus souvent centralisée et les maisons-mères facturent les services rendus à leurs filiales en RDC.

En cas de crise, le risque principal est celui d'une contagion depuis la maison-mère. Un second risque est celui d'une filiale bancaire en RDC rencontrant des difficultés tandis que la maison-mère se montre peu disposée à apporter son soutien.

Mitterrand Masamuna

COPA Jeunes

Equity BCDC et Rawbank SA loties d'un montant de 500 000 USD



Dans le cadre du Concours des plans d'affaires du PADMPME, les premiers décaissements en faveur des jeunes entrepreneurs retenus au Concours des plans d'affaires ont débuté, le mercredi 14 septembre 2022 à Kinshasa.

Un montant de 500 000 USD a été remis aux deux banques associées à ces opérations à savoir EquityBCDC et Rawbank SA.

Comme annoncé, l'Unité de coordination du PADMPME a transmis des instructions claires pour que ces premiers décaissements se déroulent en toute sérénité dans la ville de Kinshasa pour servir plus d'une cinquantaine dossiers.

Ces premiers décaissements interviennent pendant que se poursuit le traitement pour tous les lauréats en phase avec le projet.

Le programme compte servir 960 jeunes entrepreneurs et porteurs de projets sélectionnés à l'issue du Concours des plans d'affaires organisé par le PADMPME

dans les quatre (4) villes à savoir Kinshasa, Matadi, Goma et Lubumbashi.

Rappelons que le Gouvernement avait mis en place le PADMPME avec l'appui technique et financier de la Banque mondiale qui finance ses activités grâce à un crédit de 100 millions de dollars américains.

C'est ainsi que le programme COPA a été conçu par le Gouvernement pour apporter une assistance technique et une subvention de démarrage des entreprises de nouvelle génération.

Les bénéficiaires, recrutés sur concours, ont droit à un coaching, à des formations et à une subvention financière déterminée sur base des projets qu'ils ont présentés et évalués par des consultants indépendants.

Au total, 430 Petites et moyennes entreprises (PME) établies en République Démocratique du Congo (RDC) ont également bénéficié du même programme.

Nadine Fula

Ituri

Appel aux groupes armés signataires d'accord de paix à cesser les hostilités



Dans une déclaration faite mercredi 14 septembre à la presse, la communauté Bindi vivant à Kinsasha a indiqué que « l'Ituri a besoin que la paix règne entre toutes les couches sociales et que tous les groupes armés signataires d'accord de paix et d'acte d'engagement pour la cessation des hostilités, notamment le FRPI et le FPIC, arrêtent les affrontements signalés ces derniers jours dans le territoire d'Irumu ».

Tout en encourageant le gouvernement à tout mettre en œuvre pour le retour de la paix dans cette partie du pays, cette communauté demande à toutes les parties prenantes de privilégier le dialogue pour le développement de la province.

Dans cette déclaration, lue par leur porte-parole Jeannot Malivo, la communauté Bindi condamne « fermement » les affrontements non justifiés par les groupes armés ayant accepté de déposer les armes et de

souscrire au processus de paix :

« Condamnons l'érection des barrières irrégulières et illégales par les miliciens qui procèdent au contrôle sur la base identitaire. Demandons aux deux groupes armés de demeurer engagés dans le processus de paix et de ne pas céder aux actes de provocation et de manipulation d'où qu'ils viennent, afin de privilégier l'intérêt de nos populations qui ne souhaitent que le retour définitif de la paix ».

En outre, elle déclare encourager et soutenir l'esprit du dialogue entre les communautés pour consolider les acquis de la paix dans le territoire d'Irumu en particulier et en province de l'Ituri en général :

« Appelons les notables, les intellectuels et cadres de toutes les communautés à s'abstenir des discours qui alimentent et nourrissent des clivages ethniques opposant des communautés qui ont toujours vécu ensemble dans la convivialité. »

Nord-Kivu

Des membres de la société civile sous menaces de mort de la part des Mai-Mai/UPLC

Dans un communiqué rendu public mardi 13 septembre, la société civile forces vives du Nord-Kivu dénonce les menaces dont font l'objet ses membres du groupement Baswa-Madiwe, dans le territoire de Beni (Nord-Kivu).

Le vice-président de cette structure citoyenne, Edgar Mateso, indique qu'il s'agit des menaces de mort proférées contre ces acteurs par des personnes qui seraient identifiées comme des Mai-Mai du groupe UPLC.

Edgar Mateso pense qu'il est reproché à leurs membres d'avoir dénoncé un cas de meurtre attribué à ce groupe. Il recommande aux autorités militaires et du programme DDRC-S d'accélérer le processus de délocalisation de ces miliciens de la région :

« Ne se reprochant rien, nos collègues pensent que ceci serait consécutif à la dénonciation d'un cas de meurtre par balle la nuit de vendredi 9 septembre 2022 au village de Ngoyo par des miliciens UPLC qui étaient ce jour-là en pleine patrouille nocturne. Nous pensons qu'il est urgent que les

Retour effectif des déplacés à Kibumba et Buhumba

Les personnes déplacées des groupements de Kibumba et Buhumba, estimées à plusieurs dizaines de ménages dans le territoire de Nyragongo, à environ 30 kilomètres au nord de Goma (Nord-Kivu), ont regagné leurs villages d'origine depuis le week-end dernier. L'information livrée par le responsable de la société civile a été corroborée par d'autres sources indépendantes ce mercredi 14 septembre à Radio Okapi.

Toutes les activités socio-économiques ainsi que les services de base, écoles, magasins, boutiques ainsi les structu-

res médicales ont rouvert et fonctionnent normalement dans les deux groupements. Ce mouvement de retour de la population est consécutif à la présence d'une base de l'armée dans cette zone, selon des sources locales.

Cependant, le responsable de la société civile locale alerte les autorités compétentes ainsi que les organisations humanitaires sur la misère due à la famine, qui affecte plusieurs familles retournées. Celles-ci ont passé deux mois dans le site de Kanyaruchinya dans le groupement de Kibati.



autorités militaires ainsi que celles du PDDRC-S doivent accélérer le processus de délocalisation de ces miliciens.»

Ces derniers, selon lui, avaient été au départ cantonnés à Kalunguta sur la route Butembo-Beni. Mais aujourd'hui ils « sont en train d'étendre leur zone d'influence et continuent à imposer leurs taxes à la paisible population qui ne sait pas à quel saint se vouer, et qui malgré elle est obligée d'alimenter cette milice au détriment justement de l'Etat Congolais qui a perdu sa zone d'influence et de contrôle dans cette région. »

Mai-Ndombe

Le Roi Kiamfu cité comme instigateur du conflit " Teke - Yaka



Le chef de terre Mafu Mushana, chef de groupement Twa, dénonce un plan d'anéantissement planifié depuis plusieurs mois par le roi Kiamfu, chef des communautés Yaka afin d'asseoir l'hégémonie des communautés Yaka à travers tout le plateau de Bateke qui s'étend depuis la commune de Maluku jusque dans le Mai-Ndombe et la rivière Kwango.

Selon lui, il s'agit d'une milice qui est entrée par la rivière Kasai vers la rivière Kwango.

« Ils étaient plus de 800 personnes. Elles étaient entrées à l'époque par la rivière Kasai vers la rivière Kwango avec deux baleinières. Ces personnes venues soi-disant pour inaugurer l'église de noirs à Mokala étaient jusque là portées disparues jusqu'à réapparaître là au village Mokala (situé près de Mushi) », a-t-il révélé.

Selon ce chef de terre, ce sont ces gens non autrement identifiés qui sont aujourd'hui à la base des attaques à mains armées des chefs et villages Teke sous la direction du chef Kiamfu.

« Nous avons à l'époque alerté l'ANR, le chef de secteur et de territoire mais rien n'a été fait jusqu'à ce jour qu'on compte maintenant des morts... là je viens d'ailleurs de perdre ma belle-fille et trois petits-fils lors d'une attaque qui a eu lieu dans la forêt où mon fils menait ses activités avec sa famille, à quelques kilomètres d'ici », a-t-il ajouté.

Selon des témoignages recueillis sur place dans différents villages du plateau de Bateke dans le Mai-Ndombe, ce chef des Yaka veut changer cette contrée de nomination pour passer du « plateau de Bateke » au « plateau Lunda ».

Moïse Dianyishayi

Lwalaba

Kolwezi : début jeudi d'une foire générale

La foire de la sous-traitance et des Petites et moyennes entreprises (PME) ouvre ses portes à Kolwezi (Lualaba), hier jeudi 15 septembre 2022. Plusieurs opérateurs économiques œuvrant dans



qu'aujourd'hui, l'informel peut donner l'impression d'avoir des avantages mais lorsqu'on a une manifestation comme celle-ci, lorsque vous êtes dans l'informel, et que vous avez un produit qui est particulier, qui peut-être exceptionnel, vous ne savez pas le mettre en exergue dans l'informel. Donc,

ces secteurs sont attendus à cet événement pour exposer leurs produits.

En marge de cette activité, un point de presse a été animé par Prudence Djamboleka, gérante du Groupe Stella aux côtés de Patience Tunda, représentante de l'Autorité de régulation de la sous-traitance dans le secteur privé (ARSP) du Lualaba.

Prudence Djamboleka, initiatrice de cette foire, a signifié que l'objectif que cette dernière s'est fixée est notamment d'encourager les opérateurs économiques à quitter l'informel vers le formel.

« Le but de la foire est aussi d'accompagner et d'encourager les gens de quitter l'informel pour le formel. Parce

à part le fait d'exposer, c'est aussi une sensibilisation, que nous allons vers le formel. Parce qu'en payant nos taxes, en allant vers le formel, nous pourrions, tant bien que mal, promouvoir aussi l'économie de notre pays », a-t-elle déclaré.

De son côté, Patience Tunda, qui a fait savoir que la sous-traitance se porte parfaitement bien au Lualaba, a rappelé que l'ARSP a été bien accueillie par les sous-traitants de cette province.

Signalons que cette foire qui va se tenir au Grand parking de la Mairie de Kolwezi, se clôturera le 17 mai prochain.

Marcelo Mfumu, à Kolwezi

Kongo-Central

Des morts et des brûlés graves à la suite de l'explosion d'un camion-citerne

Plusieurs personnes sont décédées et d'autres gravement brûlées à Mbuba (Kongo-Central) à la suite de l'explosion d'un camion-citerne, mercredi 15 septembre dans la soirée sur la route de Matadi, selon un message du gouverneur de province posté sur son compte twitter.

D'autres sources locales parlent de 20 morts. La circulation reste bloquée jusque ce jeudi matin sur ce tronçon où les flammes sortent encore du camion-citerne, rapporte les mêmes sources.

Le Gouverneur du Kongo-Central, Guy Bandu rappelle sur son compte



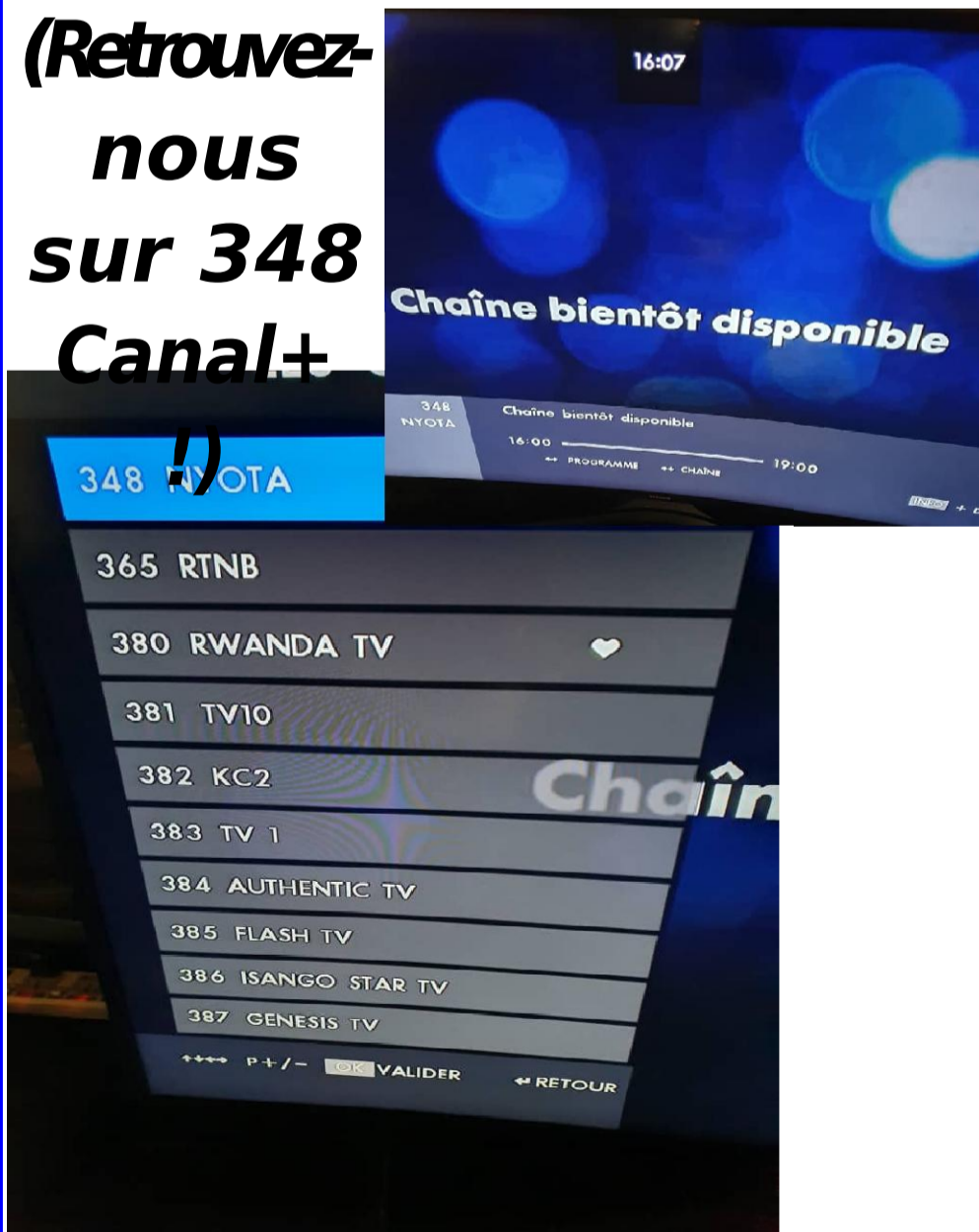
twitter « qu'il est temps de prendre des mesures draconiennes et courageuses pour renforcer la réglementation du transport, surtout des produits inflammables pour mettre fin à ce cycle de sinistres ».

Arrêt sur image



Nyota TV sur Canal+

(Retrouvez-nous sur 348 Canal+)



L'appel de Diongo à Tshisekedi pour corriger le processus électoral

En tant que fils d'Étienne Tshisekedi Wa Mulumba, Félix Tshisekedi a une responsabilité politique, morale et historique de sauver la démocratie congolaise. Message direct de Frank Diongo Shamba au président Félix Tshisekedi, transmis mardi 13 septembre 2022 aux chefs des Concessions religieuses membres de la CIME.



Les chefs religieux membres de la CIME se sont longuement entretenus mardi 13 septembre avec le leadership du Mouvement lumumbiste progressiste (MLP) du héros vivant Frank Diongo Shamba. Un échange très enrichissant qui a permis à Frank Diongo de soumettre aux leaders religieux son message spécial à l'endroit de Félix Tshisekedi. «Le pays est dans la mauvaise direction sur le plan électoral.

Le président de la République a quatre qualités pour introduire les facteurs correc-

tifs et sauver le pays. Si le président ne le fait pas, il portera la responsabilité grave de ce qui pourrait arriver au pays», a communiqué le président national du MLP au terme des entretiens jugés très fructueux par les chefs d'églises. Frank Diongo estime que comme président de la République, Félix Tshisekedi peut prendre toute initiative pour corriger ce qui ne marche pas dans le pays, trouver un consensus électoral et organiser les élections dans le délai constitutionnel.

Franck Diongo s'adresse à Félix, fils d'Étienne Tshisekedi Wa Mulumba

Le leader du Mouvement lumumbiste progressiste (MLP), entouré de tout son état-major politique, a plaidé pour l'ouverture d'une ère de dialogue entre leaders politiques et sociaux de la République démocratique du Congo afin de résoudre les graves crises qui vermoullissent la nation. «Il est le fils de Tshisekedi Étienne, c'est-à-dire le Mandela congolais auquel tous les Congolais ont crus. Les gens sont partis en exil, les gens sont morts, les gens ont fat la prison. Papa Étienne ne

donnait aux gens ni l'argent ni le pouvoir, mais tous avons cru en lui», a-t-il affirmé. Comme deuxième étiquette, Félix Tshisekedi est fils Tshisekedi. A ce titre, explique-t-il, il a l'obligation morale, politique et historique de corriger le processus électoral et aller de l'avant. «Notre pays est en retard par rapport aux autres États. Ce n'est pas le moment de s'insulter, parce qu'on ne fait pas la politique avec la rancune mais avec amour», souligne le radical opposant.

L'autre casquette de Félix Tshisekedi épinglée par le «héros vivant», Frank Diongo Shamba. C'est sa qualité d'opposant qui actuellement est arrivé au pouvoir. «Comme opposant politique d'un parti qui a combattu pen-

dant 30 ans, il a l'obligation morale et historique comme opposant, de corriger le processus électoral et donner à la République un processus électoral crédible, honnête, sincère et apaisé», a retracé Diongo Shamba.

Diongo demande à Félix Tshisekedi d'actionner des correctifs sur le processus électoral

Dans sa livraison à la presse nationale au terme des échanges avec les chefs des confessions religieuses membres de la Commission d'intégrité et médiation électorale (CIME), Franck Diongo Shamba n'a pas manqué de mentionner la qualité de chef de la majorité qu'incarne Félix Tshisekedi. «Il est le chef de la majorité. Comme chef de la majorité, à travers les institutions, il peut instruire pour corriger le processus électoral», a-t-il insisté. Diongo note que le pays va très mal et qu'il convient de vite remédier à sa gouvernance électorale.

Le pays pour retrouver le bon sens, le chemin du progrès, c'est la responsabilité du président de la République qui doit prendre l'initiative pour introduire les facteurs correctifs au pays, a-t-il déclaré.

Le leader du MLP a confié son

message fraternel aux chefs des Concessions religieuses à transmettre de vive voix au chef de l'État Félix Tshisekedi. **«Je donne ce message comme compagnon de son père, celui qui a mangé avec son père, qui a un parcours avec son père et qui a combattu avec son père comme son oncle, le frère de son père, biologique et politique. Donc, le président, s'il veut couronner le combat de son père qui était un démocrate, c'est d'organiser des élections qui ne seront pas contestées. Des élections différentes de toutes les élections qu'on a connues dans ce pays. S'il ne le fait pas comme ça, il va tuer son père pour une deuxième fois»**, a-t-il clairement fait savoir à la presse. Message reçu par les leaders religieux qui ont promis de le faire parvenir à qui de droit.

Frank Diongo Shamba intraitable sur l'équipe Kadima, elle ne reflète pas le consensus attendu

Frank Diongo Shamba s'exprimait devant les chefs des Concessions religieuses conduits par l'Imam Moussa Rachid, président de la Commission d'intégrité et médiation électorale (CIME), en l'absence de l'évêque Dodo Kamba, éprouvé. D'après le coordonnateur de la CIME, le professeur Jean Akakiwa Basogo, la Commission d'Intégrité et médiation électorale qui est une structure des confessions religieuses est dans une démarche pour parer au plus pressé au sujet de ce qui se passe dans notre pays.

Comme tout le monde le sait, au niveau de l'est, la situation n'est pas intéressante. Et nous sommes dans un processus qui doit nous amener l'année prochaine aux élections libres, transparentes et surtout apaisées. Mais lorsque nous avons essayé de regarder la réalité en face, il n'y a pas de paix, pas seulement à l'est mais le label le plus important, c'est l'est. Et sur l'ensemble du territoire national, il y a des foyers de tension qui sont là et le processus électoral ne met pas tout le monde en confiance, a déclaré M. Akakiwa Basogo.

C'est la motivation première de la ronde initiée par la CIME en vue de récolter les avis de toutes les forces vives politiques et même sociales du pays pour entrevoir ensemble la possibilité de ramener la paix et aussi s'engager sur un processus électoral qui se veut libre, démocratique, transparent et surtout apaisé. Tout au long de leurs différentes entrevues avec les acteurs politiques et sociaux, c'est la démission du président de la CENI, Denis Kadima Kazadi qui est exigée, a-t-il révélé. **«Mais comment les élec-**

tions peuvent être apaisées dès lors que la plupart des acteurs politiques exigent la démission du bureau Kadima. C'est l'objet de vouloir écouter tout le monde pour qu'ensemble comme fils de ce pays, qu'on se mette ensemble pour regarder tous les aspects du problème afin qu'on chemine ensemble et c'est dans ce sens là que seulement on peut trouver une solution», a encore reconnu le coordonnateur de la CIME. Dans le climat actuel, reconnaît-il, la solution ne peut pas provenir d'un seul individu. «Il faut que les fils et les filles du pays se mettent ensemble, regardent dans la même direction avec toute responsabilité, parce qu'on n'a pas un autre pays, on a que ce pays», prévient le deuxième responsable de la CIME. Les chefs religieux reconnaissent que l'enjeu électoral prime sur tout dans le contexte actuel de la crise politique congolaise. **«Les enjeux sont de taille. D'ailleurs ce que nous avons écoutés auprès du président Frank Diongo, nous rassure davantage pour dire il faut faire quelque chose»**, a conclu le professeur Jean Akakiwa Basogo, coordonnateur de la CIME.

Le leader du MLP a rappelé que cette commission électorale mise sur pied sur base de l'équité au lieu de la réputation des animateurs (intégrité, sincérité, transparence et indépendance), est un raté. Le drame, ce qu'ils ont faussé le jeu en mettant en avant plan le poids politique. Or, le pouvoir à tout confisqué à l'opposition en débouchant les gens et en achetant la conscience de plusieurs acteurs. Conséquence aujourd'hui, l'opposition n'est pas représentée au bureau. Pour lui, le processus doit reprendre.

Jeanric Umamde

"Alternative" à l'Occident**Poutine et Xi se réunissent en Ouzbekistan**

Le conflit en Ukraine, la situation en Afghanistan ou encore les troubles qui ont secoué plusieurs pays d'Asie centrale ces derniers mois devraient figurer parmi les principaux sujets abordés.



Les présidents de la Chine Xi Jinping et de la Russie Vladimir Poutine se réunissent jeudi en Ouzbékistan pour un sommet régional aux allures de front face à l'Occident, en pleines tensions exacerbées par la guerre en Ukraine.

MM. Xi et Poutine seront rejoints dans la ville de Samarcande, une étape clé sur l'antique Route de la soie, par les dirigeants de l'Inde, du Pakistan, de la Turquie, de l'Iran et d'autres pays pour un sommet de deux jours de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

Si la principale réunion de ce sommet aura lieu vendredi, c'est la rencontre bilatérale entre les présidents chinois et

russe jeudi qui sera la plus scrutée, leurs pays étant au cœur de crises diplomatiques internationales.

Pour M. Poutine, qui s'efforce d'accélérer un pivot vers l'Asie face aux sanctions occidentales contre Moscou pour son invasion de l'Ukraine, ce sommet est l'occasion de montrer que la Russie n'est pas isolée sur la scène mondiale.

M. Xi, qui effectue en Asie centrale son premier déplacement à l'étranger depuis le début de la pandémie de coronavirus, pourra renforcer encore sa stature de dirigeant de premier plan avant un congrès du Parti communiste chinois en octobre lors duquel il vise un troisième mandat inédit.

Leur rencontre a aussi un air de défi lancé aux Etats-Unis, qui ont pris la tête des sanctions contre Moscou et du soutien mili-

taire à Kiev, et qui ont suscité l'ire de Pékin avec la visite de plusieurs responsables américains à Taiwan.

"Alternative" à l'Occident

«L'Organisation de coopération de Shanghai offre une alternative réelle aux structures orientées vers l'Occident», a assuré mardi à la presse le conseiller diplomatique du Kremlin, Iouri Ouchakov.

Il s'agit de la «plus grande organisation du monde, qui comprend la moitié de la population de la planète» et elle œuvre pour un «ordre international juste», a-t-il ajouté.

En amont de l'arrivée des dirigeants à Samarcande, ancien carrefour majeur des routes commerciales entre la Chine et l'Europe, les déplacements dans la ville, placée sous haute sécurité, ont été restreints et l'aéroport fermé aux vols commerciaux.

Les rues de cette ville connue pour ses mosquées et mausolées recouverts de mosaïques bleues étaient quasiment désertes mercredi, ont constaté des journalistes de l'AFP. Les écoles seront fermées jeudi et ven-

dredi.

L'OCS, dont les membres sont la Chine, la Russie, l'Inde, le Pakistan et les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, a été créée en 2001 comme un outil de coopération politique, économique et sécuritaire concurrent des organisations occidentales.

Il ne s'agit pas d'une alliance militaire comme l'Otan, ni d'une organisation d'intégration politique comme l'Union européenne, mais ses membres travaillent ensemble pour répondre à des défis sécuritaires communs et promouvoir le commerce.

Le conflit en Ukraine, la situation en Afghanistan ou encore les troubles qui ont secoué plusieurs pays d'Asie centrale ces derniers mois devraient figurer parmi les principaux sujets abordés.

Rencontres bilatérales

La session principale du sommet cette semaine se tiendra vendredi, mais l'attention sera avant tout fixée sur les multiples rencontres bilatérales prévues en marge.

Ainsi, outre Xi Jinping, M. Poutine s'entretiendra séparément jeudi avec le président iranien Ebrahim Raïssi, dont le pays veut adhérer à l'OCS, et le Premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif, et vendredi avec le Premier ministre indien Narendra Modi et le président turc Recep Tayyip Erdogan.

Avant le sommet, Xi Jinping s'est rendu mercredi au Kazakhstan dont il a rencontré le président.

La dernière rencontre entre MM. Poutine et Xi remonte à février dernier, lorsque le président russe s'était rendu aux Jeux

olympiques d'hiver de Pékin, quelques jours avant le lancement de l'offensive de Moscou contre l'Ukraine.

Sans explicitement soutenir l'intervention militaire russe, Pékin a plusieurs fois exprimé ces derniers mois son appui à Moscou, isolé en Occident.

Moscou, de son côté, a qualifié de «provocation» la visite à Taiwan de la présidente de la Chambre américaine des représentants Nancy Pelosi en août.

Et le mois dernier, la Chine a pris part à des manœuvres militaires conjointes en Russie, avant d'accepter de régler ses contrats gaziers avec Moscou en roubles et en yuans. Et non plus en devises occidentales.

Angola**Le président Joao Lourenço investi pour un second mandat**

A l'annonce de sa réélection, Joao Lourenço a promis «le dialogue et la concertation» pour son second mandat.

Le président angolais Joao Lourenço doit être investi jeudi à Luanda pour un second mandat, reconduit après la victoire serrée de son parti aux législatives d'août dont l'opposition a contesté les résultats.

L'Angola a tenu le 24 août le scrutin le plus disputé de son histoire. Dans ce pays d'Afrique australe, il n'y a pas d'élection présidentielle et la tête de liste du parti vainqueur aux législatives devient automatiquement chef de l'Etat.

Le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), au pouvoir depuis l'indépendance du Portugal en 1975, a remporté les élections avec 51,17% des voix, le plus bas score qu'il ait jamais enregistré.

Le premier parti d'opposition, l'Union nationale pour l'indépendance (Unita), a rassemblé 43,95% des suffrages.

M. Lourenço, 68 ans, doit prêter serment lors d'une cérémonie officielle sur la

place de la République, lieu historique de la capitale où les funérailles nationales de son ancien mentor et ex-homme fort du pays à l'héritage controversé, l'ancien président José Eduardo dos Santos, ont été organisées en pleine semaine électorale.

Plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement sont attendus à l'investiture, dont le président portugais Marcelo Rebelo de Sousa.

A la veille de la cérémonie, Adalberto Costa Junior, le chef de l'Unita, a indiqué que son parti accepterait que ses parlementaires soient investis jeudi, après avoir longtemps refusé de reconnaître les résultats des élections, selon lui entachés d'«irrégularités».

L'Unita a contesté ces résultats en justice, mais son recours a été rejeté au début du mois, le tribunal constitutionnel considérant qu'aucun élément ne permettait de les remettre en cause.

"Trop de policiers"

Les rues de Luanda étaient jeudi placées sous forte surveillance policière, a constaté un correspondant de l'AFP. L'Unita a accusé les forces de l'ordre déployées «dans tout le pays et équipées d'armes lourdes» de chercher à «intimider les ci-

toyens qui ont l'intention de manifester» le jour de l'investiture «d'un président sans légitimité».

«Je resterai à la maison demain, il y a trop de policiers dans la ville», a déclaré à l'AFP Joao, un lycéen de la banlieue de

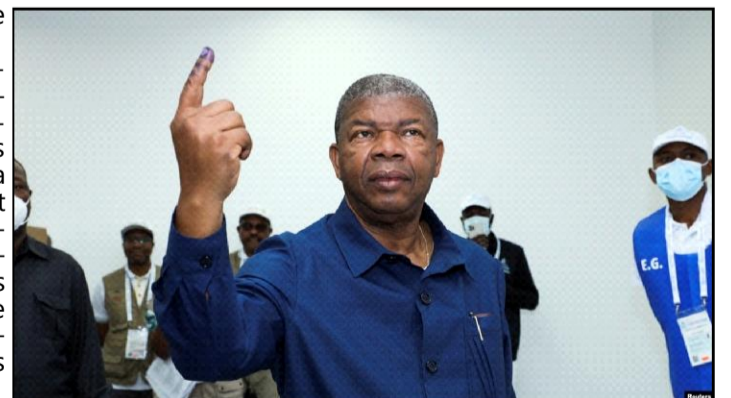
Luanda qui n'a donné que son prénom.

Des groupes de défense des droits ont également mis en cause la régularité du scrutin. Quatre des 16 membres de la Commission électorale ont refusé de signer les résultats définitifs. Les observateurs étrangers venus d'Afrique ont fait part de «préoccupations» concernant notamment les listes électorales.

L'Unita a plusieurs fois affirmé avoir gagné, selon son propre comptage. Emmenée par le charismatique Adalberto Costa Junior, 60 ans, l'opposition a gagné du terrain sur des promesses de réformes, de lutte contre la pauvreté et la corruption. Elle a notamment séduit une jeunesse urbaine connectée et remporté la circonscription de Luanda.

Riche en ressources naturelles, l'Angola est l'un des pays les plus inégalitaires au monde. La manne pétrolière n'a enrichi qu'une élite proche de dos Santos et la moitié des 33 millions d'Angolais vivent sous le seuil de pauvreté.

M. Lourenço avait surpris une fois élu en limogeant de nombreux dirigeants d'institutions et d'entreprises ainsi que des chefs



de l'appareil sécuritaire, visant les proches de dos Santos et notamment sa fille Isabel, surnommée «la princesse».

Beaucoup jugent toutefois que cette campagne a été sélective et politiquement motivée. Le clan dos Santos a dénoncé une «chasse aux sorcières».

L'opposition avait déjà contesté, sans obtenir gain de cause, les résultats des élections en 2017.

A l'annonce de la victoire, M. Lourenço a promis «le dialogue et la concertation» pour son second mandat. Le MPLA a perdu la majorité des deux tiers au Parlement, qui lui permettait jusqu'ici de passer des lois sans le soutien d'un autre parti, avec 124 sièges sur 220.

Musique

Félix Tshisekedi a rendu hommage à l'artiste Kwedi



Le président Félix Tshisekedi a rendu ce mercredi 14 septembre, les derniers hommages à l'artiste comédien KwediMayimputu pour les loyaux services rendu à la nation congolaise dans le secteur culturel, plus particulièrement dans le théâtre où il a évolué pendant plusieurs années.

Mort à l'âge de 70 ans, KwediMayimputu était à la fois dramaturge, auteur et metteur en scène dont le savoir-faire était reconnu dans le milieu culturel de la République démocratique du Congo.

Près de 50 ans de carrière professionnelle dans le monde du théâtre,

KwediMayimputu était surnommé le caméléon de la scène, parce qu'il changeait constamment le rôle sur scène. Il fut également directeur artistique du groupe Salongo à l'époque où le réalisateur TshitengeNsana d'heureuse mémoire. Ce baobab du théâtre congolais a rendu l'âme le 30 août dernier, suite à une courte maladie à HJ hospital.

Le secteur culturel perd un grand homme qui a, durant toute sa carrière, donné du sourire au public lors de ses prestations au sein du célèbre groupe «Salongo».

Daniel Aloterembi/MCP

A Kinshasa

Deuxième édition de Congo Biennale

La deuxième édition de Congo Biennale (la Biennale Internationale d'art contemporain en République démocratique du Congo « Le Souffle des Ancêtres ») se déroulera du 16 septembre au 23 octobre 2022. Elle s'est imposée comme un des événements culturels incontournables de la RDC en attirant à Kinshasa des artistes de grand renom du Congo, d'autres pays d'Afrique et du monde ainsi que les professionnels internationaux du secteur.



nelle) sous la direction de OCPA (Observatoire de la politique culturelle en Afrique) qui a son siège à Maputo et qui est dirigé par le Professeur Mbuyamba Lupwishi.

Armelle Dakou et

FahamuPecou commissaires de Congo Biennale portent haut les ambitions de cet événement qui consacre les arts plastiques et audiovisuels dans la capitale du Congo. Ils expliquent : « Cette invitation célébrera par sa thématique, les liens entre l'Afrique, ses diasporas et ses afro-descendants, nos racines communes et la diversité des expressions culturelles et artistiques. C'est aussi une remarquable occasion de développer des échanges artistiques entre les Amériques, le Congo et les pays du continent africain ». Ils ajoutent : « cette année, la Biennale veut engager les artistes, performers, designers, architectes et participants à travailler sur l'espace public, à repenser l'espace social, commun et partagé.

En dialogue avec son histoire et sa réalité urbaine, les artistes et la population impliqués seront invités à se focaliser sur une partie de la ville de Kinshasa.

Mining&Business

Le premier salon international de la beauté et du cosmétique à l'africaine prévu à Kinshasa

La ville-province de Kinshasa accueille du 16 au 18 septembre le premier salon international de la beauté et du cosmétique à l'africaine.

L'annonce de cet événement a été faite mardi 13 septembre, au cours d'une conférence de presse tenue par l'initiatrice de ce salon, Malou Christine Makwenge.

Placé sous le haut patronage de la Première dame de la RDC, ce salon donnera lieu aux expositions, conférences, ateliers et concours.

Il y aura également des espaces aménagés pour les enfants.

Les organisateurs s'attèlent à mettre en valeur différentes initiatives et activités

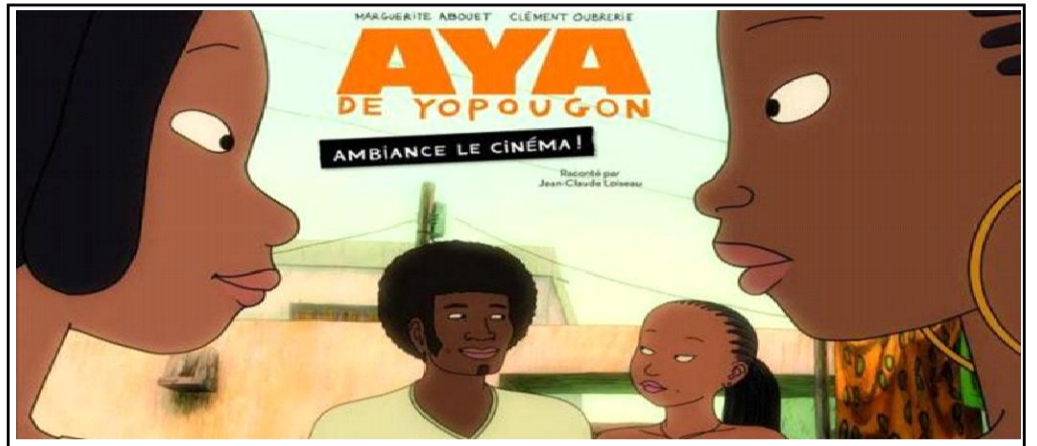


liées au bien-être.

Un accent particulier sera mis enfin sur les ongles, le make-up, les cheveux, la peau et les accessoires.

Bande dessinée

" Aya de Yopougon " de retour après 12 ans d'absence



Bonne nouvelle pour tous les amateurs de la bande dessinée. 12 ans après son tome 6 publié en novembre 2010, Aya de Yopougon est enfin de retour.

Des dessins vaudevillesques, une histoire pittoresque... les bédéphiles vont de nouveau devoir se régaler avec le retour de « Aya de Yopougon » ce mercredi 14 septembre 2022 pour son tome 7. Mais que l'attente aura bien été interminable. Cette série de bandes dessinées écrite par Marguerite Abouet et illustrée par Clément Oubrerie est publiée aux Editions Gallimard BD.

Bande dessinée culte, prix du

Etats-Unis

Une œuvre générée par une intelligence artificielle remporte un concours d'art



Lundi dernier, un homme a remporté le concours d'art de la foire annuelle de l'État du Colorado, grâce à une œuvre réalisée à l'aide d'une Intelligence artificielle (IA). Mais celle-ci n'est pas au goût de tous.

De l'art controversé. Le 29 août dernier, Jason Allen a remporté la première place du concours de la Colorado State Fair dans la catégorie art numérique, grâce à une œuvre d'art réalisée à l'aide d'une intelligence artificielle.

Intitulée «Théâtre D'opéra Spatial», sa création dépeint une scène d'opéra dans un lointain univers, où les personnages se tiennent face à une immense ouverture circulaire, d'où provient une intense lumière. Le décor à mi-chemin entre les styles baroque et futuriste sublime ce tableau, aux couleurs chaudes.

L'Intelligence artificielle MIDJOURNEY

Pour obtenir ce résultat, Jason Allen a utilisé le logiciel d'intelligence artificielle Midjourney. A la place d'un

meilleur premier album Angoulême 2006, Aya de Yopougon raconte la vie quotidienne de trois jeunes filles d'un quartier populaire à Abidjan. Le storyboard a fait l'objet en 2013, d'une adaptation en film d'animation par Autochenille Production qui aura connu un grand succès en Afrique.

Ces 12 ans de latence de « Aya de Yopougon » auront laissé un énorme suspense sur la suite de la saga qui a longtemps été réclamée par les amoureux du 9ème art. Une bonne nouvelle pour cette rentrée littéraire.

Chadrack Mpereng Events RDC

pinceau, ce sont ses instructions orales qui ont guidé l'IA. Fier d'avoir remporté ce concours, Jason Allen a toutefois conscience que son œuvre ne fait pas l'unanimité : « Je savais que ça susciterait la controverse ».

«Il est intéressant de voir comment toutes ces personnes sur Twitter qui sont contre l'art généré par l'IA, sont les premières à jeter l'humain sous un bus en discréditant l'élément humain », s'est-il exclamé mardi dernier, sur le serveur Discord, avant d'interroger : « Est-ce que ça vous semble hypocrite les gars ? ».

Sa réaction fait suite aux nombreuses critiques qu'il a dû essuyer après avoir remporté le concours. En effet, de nombreux internautes, notamment des artistes, ont fait part de leur mécontentement. « Nous regardons la mort de l'art se dérouler sous nos yeux » a constaté un utilisateur de Twitter, tandis que l'artiste GenelJumalon a qualifié l'œuvre de Jason Allen de « plutôt merdique ».

MeghannRakotomalala News

C1 : saison 2022-2023

35 joueurs inscrits à la CAF et leurs numéros



Ce sont 35 joueurs qui sont inscrits à ce jour à la CAF. C'est avec ce groupe que le TP Mazembe entamera sa prochaine campagne en Ligue des Champions.

Les noms et les numéros attribués :

1. Ibrahim MOUNKORO BOSSO
2. Youssifou ATTE
3. Tandi MWAPÉ
4. Johnson ATIBU RADJABU
5. Djos ISSAMA MPEKO

6. Othniel MAWAWU MAKUNDA
7. Philippe Beni KINZUMBI
8.
9. Joël BEYA TUMETUKA
10. Wilfrid NKAYA
11. Merceil NGIMBI MVUMBI
12.
13. Adam BOSSU NZALI
14. Kabaso CHONGO
15. Nabil MEITE
16. Christian Raoul Koffi
17. Boaz NGALAMULUME

BATO
18. Rainford KALABA
19. Augustine TUNDE
OLADAPO
20.
21. Baggio SIADI NGUSIA
22. Suleman SHAIBU
23. Meschack TSHIMANGA
MASENGO
24. Sozé ZEMANGA
25.
26. Etienne Rabbi
MAYOMBO
27. Gloire MUJAYA
28.
29. Ernest LUZOLO NSITA
30. Serge MUKOKO
TUMOMBE
31. Magloire NTAMBWE
KALONJI
32. Jephthé KITAMBALA BOLA
33. Israël MUBOBO NKWA
34. John BAKATA AMSINI
35. Glody LIKONZA
ADANGO
36. Amédée MASASI
BENZUA
37. Patient MWAMBA
38. Zao MATUTALA
MAVUMA
39. Fily TRAORE
40. Kévin MONDEKO ZATU

A Ndola, Léopards-TPM 0-2

Zemanga et Nkaya punissent les pénitenciers de Kabwe

Le mercredi 14 septembre au Levy Mwanawasa Stadium de Ndola, le TPM s'est imposé 2-0 devant Prison Leopards. Un but par mi-temps et 21 joueurs utilisés au terme d'une rencontre riche en enseignements.

Trois faits de jeu ont marqué la victoire des Corbeaux ce mercredi. L'ouverture du score à la demi-heure de jeu, Sozé ZEMANGA reprenait du gauche - à plus de 20 mètres - un ballon renvoyé par les pénitenciers zambiens. Bien avant la pause, Kelvin BILEKO (dans le rôle de latéral droit) charge en pleine surface un attaquant adverse. Le penalty est logique : Ibrahim MOUNKORO plonge du côté droit et arrête la tentative de LANDU MIETTE, son ancien partenaire de Don Bosco qui s'est installé dans la ville de

Kabwe.

Au retour des vestiaires, Franck DUMAS lance huit nouveaux joueurs et les Corbeaux maîtrisent la partie dans la possession, en s'offrant des belles situations de but. A un quart d'heure de la fin, Wilfrid NKAYA reprend depuis le point de penalty un ballon que son partenaire Gloire MUJAYA avait, grâce à sa technique, imposé aux défenseurs zambiens!

Pour cette deuxième rencontre amicale, le staff technique a tiré les enseignements avant la prochaine opposition face non plus à Nkana mais à Buildcon le samedi 17 septembre au Levy Mwanawasa Stadium de Ndola.

L'équipe : Ibrahim MOUNKORO (Baggio SIADI 46^{ème}), Kelvin BILEKO (Djos



ISSAMA 46^{ème}), Magloire NTAMBWE, Kevin MONDEKO, Othniel MAWAWU (Johnson ATIBU 77^{ème}), Boaz NGALAMULUME (Amédée MASASI 46^{ème}), Glody LIKONZA (Merceil NGIMBI 46^{ème}), Sozé ZEMANGA (Serge MUKOKO 46^{ème}), Joël BEYA (Wilfrid NKAYA 46^{ème} - Rainford KALABA 77^{ème}), Fily TRAORE (Gloire MUJAYA 46^{ème}) et John BAKATA (Meschack TSHIMANGA 46^{ème})

Eliminatoires CAN 2023

Les 28 Léopards convoqués pour le stage du Maroc

Le sélectionneur national des Léopards seniors A de la RDC, Sébastien Desabre a publié, mercredi 14, les noms de 28 joueurs convoqués pour le stage au Maroc.

Un stage qui entre dans le cadre de préparation des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2023), prévue en Côte d'Ivoire.

Eliminatoires-CAN 2023 : les Léopards de la RDC optimistes face aux Crocodiles du Nil du Soudan

Pendant leur séjour au royaume chérifien, les Léopards de la RDC se proposent de livrer deux matches amicaux.

Le premier face aux Etalons du Burkina Faso, vendredi 23 septembre ensuite contre Leone Stars de la Sierra Leone le mardi 27 du même mois.

Ci-dessous la liste des joueurs sélectionnés

Gardiens

· Joel Kiassumbua (AC Bllinzona-Suisse)
· Lionel Mpasu (Rodez FC-France)
· Siadi Baggio (TP



Mazembe-RDC)
Défenseurs
Chadrack Boka (FC Lupopo)
Merveille Bope (Standard de Liège-Belgique)
Nathan Idumba (Cape Town City- RSA)
Inonga Baka (SC Simba-Tanzanie)
Gédeon Kalulu (FC Lorient-France)
Arthur Masuaku (Besiktas-Turquie)
Chancel Mbemba (Olympique Marseille-France)
Mukoko Amale (Difaa El Jadida-Maroc)
Milieux du terrain
Samuel Bastien (Burnley FC-Angleterre)

Théo Bonganda (Cadiz FC-Epagne)
Edo Kayembe (Watford FC-Angleterre)
Neeskens Kebano (Fulham-Angleterre)
Glody Lilepo (Al Hilal FC-Soudan)
Miché Mika (FC Lupopo-RDC)
Samuel Moutoussamy (FC Nantes-France)
Fabrice Ngoma (Al Fehayheel-Koweït)
Yoana Wlissa (Brentford-Angleterre)
Attaquants
Chadrack Akolo (St Gallien-Suisse)
Cédric Bakambu (Olympique de Marseille)
Philippe Kinzumbi (TP Mazembe-RDC)
Meshack Elia (Young Boys-Suisse)
Arnauld Lusamba (Anayaspur-Turquie)
Ben Malango (Qatar SCF)
Jackson Muleka (Besiktas-Turquie)
Silas Mvumpa (Stuttgart-Allemagne)

Foot-mercato

Cédric Bakambu poussé vers l'Olympiakos



L'international congolais Cédric Bakambu va quitter l'Olympique de Marseille (D1 France) pour rejoindre le club grec Olympiakos dans les prochaines heures. Le mercato grec s'achève ce jeudi 15 septembre.

Selon le quotidien français, La Provence, l'attaquant sera libéré de son contrat, ce qui permettra au club phocéen d'économiser son salaire (400

000€/mois). Arrivé à Marseille en janvier dernier, Cédric Bakambu ne s'est jamais imposé.

Ni l'ancien entraîneur Jorge Sampaoli, ni l'actuel Igor Tudor ne comptaient vraiment sur lui et il n'était d'ailleurs pas inscrit dans la liste européenne cette saison avec Marseille.

Du moins, la RDC a encore Chancel Mbemba dans l'équipe marseillaise.

TotalEnergies CAF WCL

AWA retrouve le TP Mazembe en finale de l'UNIFFAC



L'AS AWA FC du Cameroun et le TP Mazembe de la République démocratique du Congo ont décroché tous deux leurs places pour la finale du tournoi qualificatif à la Ligue des Champions Féminine CAF TotalEnergies 2022 de la zone UNIFFAC.

Cela fait suite à leurs victoires sur les championnes de la saison dernière, les Malabo Kings de Guinée équatoriale d'une part et de l'autre, le CECUS FC du Tchad.

Les dames du TP Mazembe ont battu le CECUS FC 4-0 lors de la première demi-finale mardi au NueveEstadio de Malabo avec des buts de Merveille Kanjinga, Dishika et Ondebrumbu.

La star Merveille Kanjinga, qui a marqué le seul but de Mazembe contre l'AWA FC la semaine dernière, a marqué à deux reprises dans les 20 premières minutes du match avant les buts de Dishika.

L'AS AWA FC du Cameroun, battue par l'équipe féminine du TP Mazembe la semaine dernière, a remis les choses à l'endroit en demi-finale contre l'hôte de la compétition, les Malabo Kings.

Le public local du NueveEstadio de Malabo a été réduit au silence lorsque Félicité Enganemben a permis à l'AS AWA de prendre les devants à

la 34e minute du match.

La gardienne Marthe Ongmahan a réalisé un superbe arrêt pour empêcher les Malabo King's d'égaliser à six minutes de la pause avant que Jeanne Kouesso ne double la mise pour AWA pour s'assurer d'une meilleure avance.

Brenda TabeEbika, meilleure buteuse de la coupe du monde féminine militaire, a conforté l'avance de l'équipe camerounaise une minute seulement après la reprise.

Malabo King's n'a pas réussi à renverser la vapeur malgré sa domination sur le reste du match, l'AS AWA FC s'assurant sa place pour la finale.

Les deux équipes ont terminé le match à 10. Le milieu de terrain de l'AWA Vanessa Kalieu et la gardienne des Malabo Kings Ruth Chinasa ont été expulsées en fin de match.

L'AS AWA FC et les dames du TP Mazembe s'affronteront pour la deuxième fois lors de ce tournoi et cette fois-ci le vainqueur va rejoindre la phase finale de la Ligue des champions féminine de la CAF TotalEnergies.

Le représentant de l'UNIFFAC jouera dans le même groupe que le vainqueur de l'édition 2021, Mamelodi Sundowns d'Afrique du Sud, mais aussi Bayelsa Queens du Nigeria et Wadi Degla (Egypte). Le tournoi final aura lieu au Maroc.

Dossier Est de la RDC

Washington caresse la distraction

Les premiers signaux autorisaient l'espoir dans le chef des Congolais, excédés par la persistance de la tragédie sempiternelle dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Espoirs dont les racines plongent dans les premières déclarations positives de Washington qui avait rapidement reconnu l'élection de Félix Tshisekedi à la tête du pays. Avec à la clé, le réchauffement des relations diplomatiques et économiques, ponctués d'une enveloppe de plus d'un milliard de dollar.

De l'autre côté, le président congolais affirmait urbi et orbi subordonner la réussite de son mandat au retour effectif de la paix dans la région Est de la RDC. Comptant certainement sur le soutien des Etats-Unis dont il avait sollicité l'appui et obtenu la contribution par la relance de la coopération militaire avec l'Egypte et le Kenya. Pour qui connaît la stratégie américaine, Washington agit plus par l'intermédiaire de ses bras séculiers, notamment la Corée du Sud, l'Egypte, le Kenya, Israël, selon les circonstances. L'offre instantanée du Kenya de combattre aux côtés des FARDC constituait un ingrédient de plus à cet espoir du soutien de Washington.

Sur place au pays, Mike Hammer

se distinguait par un « militantisme » débordant ; l'ambassadeur américain était constamment sur le terrain politique au point de susciter l'attention de plus d'un observateur. Le mythe de celui qui s'est surnommé Nzita s'est effondré cependant avec le dossier de l'érection de Minembwe en territoire autonome, se détachant de Fizi. Mike Hammer a été le seul diplomate présent lors de la mise en train de ce montage grossier. Les nombreuses élucubrations oratoires et pratiques ont poussé d'aucuns à le qualifier de potental.

Toutefois, le temps a eu raison des intentions réelles de Washington dans le dossier RDC, singulièrement dans le drame de la partie Est du pays. En effet, l'administration américaine s'est montrée prompte à décaisser les fonds au profit des projets sociaux et politiques pour la RDC. En parallèle, elle est demeurée ambiguë quant au dénouement de la crise sécuritaire dans les Kivu. L'illustration la plus parfaite est la dernière visite du secrétaire d'Etat américain en Afrique du Sud, en RDC et au Rwanda.

Pile ou face, Anthony Blinken n'a mieux fait que de demeurer évasif sur la résolution de la crise, alors que Kigali passe pour l'acteur principal de

cette tragédie, selon le rapport des experts des Nations-Unies. Les fameuses et nombreuses promesses de Washington de sanctionner le Rwanda se sont toujours étioilées devant la réalité cachée, à savoir les Etats-Unis sont les tireurs des ficelles de la tragédie congolaise.

Il n'est pas exclu que le très récent séjour à Kinshasa du Coordonnateur spécial à la Maison Blanche pour le partenariat aux infrastructures et investissements globaux, Amos Hochstein, s'inscrive dans cette stratégie de distraction visant à endormir les Congolais jusqu'éventuellement à se rendre à l'évidence sur le tard. Devant la presse, il a affirmé avoir échangé avec le Chef de l'Etat sur la coopération dans les domaines des investissements et de sécurité, en vue d'attirer beaucoup plus d'investisseurs américains en RDC, pour le bénéfice de la population congolaise. Les mêmes investisseurs qui ont toujours brandi l'impératif de sécurité comme condition essentielle à l'investissement sur le sol congolais.

En somme, les Etats-Unis demeurent dans la logique d'accaparer les riches terres congolaises de l'Est pour une exploitation maffieuse. Tout en permettant à Kigali de déporter ses

citoyens sur le sol congolais. Les nombreux investissements réalisés au Rwanda en rapport avec ces minerais ne sauraient être abandonnés le temps d'un soupir. Kinshasa devrait ainsi se garder de mordre aveuglement aux offensives sournoises de Washington couvertes d'hypocrisie. Autant le gouvernement opte pour une politique de la défense nationale, autant Kinshasa devrait imaginer une politique d'intégration de l'ensemble de la population dans l'effort collectif de la protection du territoire national.

Déjà à la portée de la fragilisation, les services de défense et de sécurité ne sauraient constituer seuls le bastion de la préservation de l'intégrité des frontières nationales. La population dans son ensemble, les jeunes surtout, devraient être intégrés instamment dans une stratégie qui rappelle la pratique sous d'autres cieux. Washington ne constituant pas un ami sincère, alors qu'il est aux commandes du complot de balkanisation du territoire congolais !

LR

Session ordinaire de l'AN

Christophe Mboso : Paul Kagame, l'axe du mal !

La deuxième et dernière session ordinaire du parlement pour cette année 2022 s'est ouverte hier jeudi 15 septembre 2022, au Palais du peuple, conformément à la Constitution. Après 3 mois des vacances parlementaires, les députés nationaux ont repris avec les plénières le jeudi 15 septembre 2022.

Comme on peut le rappeler, les députés et sénateurs congolais ont repris le chemin de l'hémicycle du Palais du peuple pour une session parlementaire essentiellement budgétaire. Autant dire que les parlementaires se pencheront essentiellement sur le budget 2023 dont le draft est à déposer par le gouvernement SamaLukonde. Un édit de 14,6 milliards de dollars américains dont le montant est vanté par des membres du gouvernement.

Bien que cela, le speaker de la chambre basse du parlement a, dans son speech de circonstance, établi le lien entre le développement du pays et la paix. Christophe Mboso n'a pas recouru aux gants pour fustiger l'insécurité permanente cultivée dans la partie Est de la RDC par les forces du mal, en tête desquelles trône Paul Kagame. Le président du Rwanda est qualifié d'axe du mal par le président de l'Assemblée nationale. « Il n'est un secret pour personne que le Rwanda



apporte son soutien militaire et logistique aux groupes armés et terroristes du M23 dans la déstabilisation de la partie Est de la République Démocratique du Congo ». Ce faisant, a-t-il enchaîné : « nous voulons vivre en paix avec le peuple rwandais, mais pas avec Kagame, axe du mal ». Ce n'est pas la première fois que Christophe Mboso tire à boulets rouges sur Paul Kagame dont la conduite est jugée de honte pour la race noire.

En effet, soutient-on, on peut pardonner aux Noirs qui ont collaboré pour la traite, l'esclavage, la

colonisation...mais qu'en plein 21^{ème} siècle il se trouve un Noir qui sacrifie le sang de plusieurs millions de ses frères et sœurs pour l'intérêt de la mafia occidentale, Kagame n'est pas moins une « honte » pour notre race.

Christophe Mboso a capitalisé l'opportunité de cette rentrée parlementaire pour adresser les condoléances de la RDC aux peuples de la Couronne britannique en raison de la disparition de sa Majesté la reine Elizabeth II.

Outre ce chapitre, l'attention collective attend des députés nationaux le signal fort dans la réduction du trait

de vie des institutions, jugées budgétivores par tous. Il sied de signaler que le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, a recommandé à son gouvernement que le budget 2023 soit significativement axé sur la programmation des dépenses d'investissements, dans les secteurs sociaux de base, notamment la santé, l'éducation et le développement rural, ainsi que dans les structures d'intégration nationale. Aussi, ce budget devra inclure le soutien à l'entrepreneuriat local par la dotation des moyens conséquents pour soutenir les activités d'investissements des jeunes.

En dehors de la question budgétaire, il y a les questions sécuritaires qui occupent toute l'actualité en RDC, depuis l'instauration de l'état de siège sur une partie du territoire national, principalement au Nord-Kivu et en Ituri, à travers l'ordonnance présidentielle du 03 mai 2021.

Pendant qu'on essaie d'éteindre le feu à l'Est, avec l'apport de nos vaillants éléments des FARDC, à l'Ouest, plus près de la capitale de la RDC, dans le territoire de Kwamouth (signifiant la bouche du Fleuve), des tensions sanglantes ont fait plus de 30 morts (chiffres officiels) entre les Teke et Yaka.

LPE